



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.220/2
du 3 novembre 2016

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
7 juillet 1994 fixant les normes
de base en matière de
prévention contre l'incendie et
l'explosion, auxquelles les
bâtiments nouveaux doivent
satisfaire'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.220/2
van 3 november 2016

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
7 juli 1994 tot vaststelling van
de basisnormen voor de
preventie van brand en
ontploffing waaraan de nieuwe
gebouwen moeten voldoen'

Le 10 octobre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 novembre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 novembre 2016.

*

Op 10 oktober 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 november 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 november 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis tend à apporter une série de modifications à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 'fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire'.

En vertu de l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1979 'relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances', remplacé par la loi du 22 décembre 2003, le Roi est habilité à déterminer, dans un but de prévention des incendies et des explosions ¹, les normes de prévention de base communes à une ou plusieurs catégories de constructions, indépendamment de leur destination.

La loi du 22 décembre 2003 a également introduit la possibilité d'accorder des dérogations à ces normes de base, pour autant que la construction concernée par ces dérogations conserve un niveau de sécurité au moins équivalent à celui requis par ces normes (article 2, § 2, de la loi du 30 juillet 1979) ².

¹ Selon l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1979 précité,

« La prévention des incendies comprend l'ensemble des mesures de sécurité destinées, d'une part, à éviter la naissance d'un incendie, à détecter tout début d'incendie et à empêcher l'extension de celui-ci, d'autre part, à alerter les services de secours et à faciliter tant le sauvetage des personnes que la protection des biens en cas d'incendie. La prévention des explosions comprend l'ensemble des mesures de sécurité destinées à empêcher que soient réunies les conditions propices à des explosions et à limiter les conséquences de celles-ci si elles devaient quand même se produire ».

L'exposé des motifs précise à cet égard :

« L'article 1^{er} définit la notion de prévention des incendies. Il est essentiel, afin de ne pas limiter le pouvoir réglementaire du Roi prévu [aux articles 2 et 3], que cette définition soit aussi large que possible. C'est la raison pour laquelle ladite définition envisage deux phases. La première est relative à l'aspect statique de la prévention : il s'agit ici des mesures de sécurité destinées à éviter la naissance d'un incendie, à le détecter immédiatement au moyen de dispositifs appropriés et à empêcher toute extension dommageable de celui-ci. L'intervention active de l'homme n'est à ce stade requise qu'à titre exceptionnel. La seconde concerne l'aspect dynamique de la prévention, l'hypothèse étant que les mesures susvisées n'ont pu empêcher l'incendie de prendre une certaine ampleur : les mesures qui doivent être prises à ce moment exigent une action humaine énergique en vue non seulement d'alerter les services de secours mais aussi de faciliter tant le sauvetage des personnes que la protection des biens » (*Doc. parl.*, Chambre, 1976-1977, n° 1054/1, pp. 2-3).

² Selon l'exposé des motifs,

« L'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire détermine les exigences en matière de prévention contre l'incendie.

Ces normes s'appliquent à tous les bâtiments de sorte que dans certains cas, leur application peut être contraire à l'utilisation habituelle des bâtiments et que des solutions alternatives qui ne répondent pas aux exigences précitées mais qui sont susceptibles d'offrir un même niveau de sécurité peuvent être acceptées. La possibilité d'accepter des solutions alternatives permettra également l'utilisation des concepts et des développements les plus récents de la technique dans le domaine en forte évolution de la prévention contre l'incendie.

L'arrêté en projet règle une matière d'une grande complexité technique. Or, contrairement aux modifications les plus récentes de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 ³, le présent texte n'est pas accompagné d'un rapport au Roi et, selon le fonctionnaire délégué, l'auteur du projet n'a pas l'intention d'en rédiger un.

Afin de permettre aux destinataires de la norme d'avoir une vue plus claire sur les dispositions modificatives en projet ⁴, il serait judicieux d'accompagner la publication de l'arrêté en projet au *Moniteur belge* d'un rapport au Roi ⁵.

2. L'auteur du projet a procédé à l'analyse d'impact de la réglementation en vertu de l'article 5 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

La fiche signalétique du formulaire de l'analyse d'impact contient les passages suivants :

« Description succincte du projet de réglementation en mentionnant l'origine réglementaire (traités, directive, accord de coopération, actualité, ...), les objectifs poursuivis et la mise en œuvre. »

Le projet d'arrêté comporte différentes adaptations des dispositions relatives à la protection contre l'incendie des nouveaux bâtiments à construire, et notamment une adaptation étendue des dispositions relatives à la protection contre l'incendie des ascenseurs installés dans les bâtiments.

L'arrêté vise à modifier les dispositions de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les nouveaux bâtiments doivent satisfaire. Ces dispositions régissent la protection contre l'incendie des nouveaux bâtiments à construire et des extensions de bâtiments existants.

L'article 3 décrit le principe selon lequel un bâtiment peut également satisfaire aux dispositions plus souples (ou plus strictes) d'une réglementation plus récente. Le champ d'application des annexes est lié à la date de la demande de construction d'un bâtiment. Il est dès lors possible que certaines exceptions ou modifications autorisées dans une réglementation plus récente ne puissent pas s'appliquer aux bâtiments qui étaient déjà

Le § 2 prévoit, dans ces cas, la possibilité d'accorder des dérogations aux normes de base. Il est clair que ces dérogations ne peuvent aller à l'encontre du but poursuivi par la loi, à savoir la sécurité des constructions. C'est pourquoi, il est prévu que l'octroi de dérogations ne peut en rien diminuer la sécurité des constructions concernées » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, n° 51-0473/001, pp. 195-196).

³ À savoir :

- l'arrêté royal du 13 juin 2007 'modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire' (*Moniteur belge*, 18 juillet 2007, pp. 38756 à 38758) ;
- l'arrêté royal du 1^{er} mars 2009 'modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire' (*Moniteur belge*, 15 juillet 2009, pp. 49369 à 49388) ;
- l'arrêté royal du 12 juillet 2012 'modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire' (*Moniteur belge*, 21 septembre 2012, pp. 58470 à 58742).

⁴ Un tel rapport aurait également facilité le travail de la section de législation du Conseil d'État quant à l'appréhension correcte des modifications apportées à l'arrêté royal du 7 juillet 1994.

⁵ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.14.

construits ou dont la demande de construction avait déjà été demandée. Cette disposition permet également d'appliquer ces exceptions ou modifications à ces derniers bâtiments.

L'article 5 permet aux produits de construction pour lesquels il existe une norme harmonisée d'appliquer encore jusqu'à la fin de la période de coexistence les dispositions transitoires permettant d'utiliser les anciennes classes belges au lieu des nouvelles classes européennes. L'article 13 adapte la réglementation actuelle en fonction du règlement 305/2011 relatif aux produits de construction.

Les articles 8, 11, 12, 14 à 17 introduisent de nouvelles définitions ou adaptent les définitions existantes afin de les mettre en conformité avec la réglementation relative à la protection contre l'incendie sur les lieux de travail.

Les articles 18, 20, 40, 42, 65, 67, 91 et 92 adaptent le domaine d'application des différentes annexes pour d'une part faciliter le côtoïement des activités non industrielles et industrielles dans un même bâtiment et, d'autre part, introduire un assouplissement pour les bâtiments élevés, dont les derniers niveaux comprenant des appartements en duplex.

Les articles 29, 30, 54, 55, 78 et 79 introduisent différentes dispositions pour la protection contre l'incendie des ascenseurs électriques et hydrauliques. Les dispositions relatives aux ascenseurs pour les personnes à mobilité réduite et les ascenseurs prioritaires pour les services de secours sont également mieux adaptées à la normalisation européenne en la matière.

Les autres articles comprennent différentes adaptations et modifications qui améliorent et clarifient les dispositions existantes en matière de protection contre l'incendie des nouveaux bâtiments à construire, mais offrent également des possibilités complémentaires, avec des solutions similaires qui n'étaient pas autorisées antérieurement dans ces bâtiments.

La disposition de transition modifiée met les obligations des fabricants de produits de construction harmonisés mieux en conformité avec les dispositions européennes en la matière.

Certaines définitions sont mieux adaptées à celles qui sont utilisées dans le cadre de la prévention des incendies sur les lieux de travail.

Le champ d'application des différentes annexes est adapté pour mieux correspondre aux solutions similaires.

Les dispositions relatives aux ascenseurs sont adaptées à l'état de la technique et à l'évolution de la normalisation en la matière ».

La partie du même document consacré à l'explication des impacts du projet, présentés comme positifs, contient les passages suivants :

« [...] »

7. Développement économique [...]

Depuis la modification de 2012 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994, la résistance au feu et la réaction au feu des produits de construction sont dorénavant déterminées et classées sur la base de normes européennes et non plus de normes belges. La libre circulation des produits de construction en a été favorisée.

Toutefois, afin de permettre aux producteurs de s'adapter à ces nouvelles normes européennes, une période de transition avait été prévue jusqu'au 1^{er} décembre 2016.

Le présent projet de modification de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 ajoute une exception pour tout produit de construction qui est entré en période de transition pour le

marquage CE avant le 1^{er} décembre 2016. À ce moment, pour ce produit, la période de transition sera alignée sur la durée fixée par la Commission européenne.

Cette disposition vise à ce que, pour certains produits de construction, les périodes de transition belge et européenne concordent.

De même, différentes prescriptions existantes sont adaptées à l'évolution de la technique, ce qui est notamment le cas pour les ascenseurs. Pareille démarche permet d'éviter que ce développement technique ne soit entravé.

8. Investissements [...]

Les différentes prescriptions sont adaptées pour tenir compte des points problématiques existant à l'heure actuelle. Ainsi, il devient plus simple et moins onéreux d'intégrer des bureaux dans un bâtiment industriel et ce, en raison de la disparition du compartimentage obligatoire pour les parties destinées aux bureaux jusque 500 m².

[...]

12. Énergie [...]

Dans les bâtiments à haute performance énergétique, la présence d'une ventilation naturelle permanente dans les gaines techniques et les gaines d'ascenseurs est incompatible avec les exigences en matière d'étanchéité à l'air des bâtiments.

Le présent projet de modification de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 ajoute la possibilité de munir ces orifices de ventilation de clapets de ventilation motorisés.

[...]

20. Autorités publiques [...]

L'utilisation de mesures alternatives à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 par le maître de l'ouvrage nécessite une demande de dérogation. Cette procédure vise à s'assurer que les mesures proposées offrent un niveau de sécurité équivalent à celui de l'arrêté royal du 7 juillet 1994. Mais cette procédure est coûteuse en temps, aussi bien pour le demandeur que pour les fonctionnaires.

Le présent projet de modification de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 comprend différentes adaptations et modifications qui améliorent et clarifient les dispositions existantes en matière de protection contre l'incendie des nouveaux bâtiments à construire, mais offrent également des possibilités complémentaires, avec des solutions similaires qui n'étaient pas autorisées antérieurement dans ces bâtiments. De même, les dispositions relatives aux ascenseurs sont adaptées à l'état de la technique et à l'évolution de la normalisation en la matière.

De cette manière, tout un ensemble de dérogations qui étaient accordées quasi-automatiquement avec le temps ne seront plus nécessaires, ce qui soulagera notre personnel.

[...] ».

Toutes ces précisions mériteraient de figurer dans le rapport au Roi.

3. Plus fondamentalement, le rapport au Roi expliquera notamment la manière dont les différentes règles s'appliqueront aux situations visées en fonction de la qualification des bâtiments concernés comme étant des « bâtiments à construire » ou comme étant des « extensions de bâtiments existants », compte tenu également du critère de la période pendant laquelle la demande de construction a été introduite à savoir (1) jusqu'au 31 décembre 1997, (2) après cette

date et avant le 1^{er} décembre 2012, (3) entre le 1^{er} décembre 2012 et le 30 novembre 2016 ou (4) à partir du 1^{er} décembre 2016. Il convient également de tenir compte de la date du 15 août 2009 mentionnée au point 1.2.1 en projet de l'annexe 6 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (article 92 du projet).

Ces explications tiendront compte de l'articulation qu'il convient d'assurer et d'expliquer entre l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 et chacune des dispositions des annexes à cet arrêté royal qui en détermine le champ d'application *ratione materiae* et *ratione temporis*.

À cette occasion, le rapport au Roi devra exposer en quoi les nouvelles normes en projet constituent des dérogations admissibles au principe général de droit de la non-rétroactivité des textes normatifs. Elles ne seraient pas admissibles si ces normes en projet devaient se révéler plus strictes à l'égard des bâtiments existants que celles qui résultent des règles actuelles.

Cette question présente une acuité toute particulière dès lors qu'en vertu de l'article 10 de la loi du 30 juillet 1979, la méconnaissance des prescriptions fixées par le dispositif en projet est un fait constitutif d'infraction.

Sous ces réserves, s'il devait résulter du projet que des exigences plus strictes seraient applicables à des situations existantes, le projet devrait être complété par une disposition transitoire permettant aux intéressés de disposer du délai suffisant pour se conformer à ces exigences nouvelles.

4. Comme il vient d'être exposé, il résulte de l'article 10 de la loi du 30 juillet 1979 que la méconnaissance des prescriptions fixées par l'arrêté en projet est un fait constitutif d'infraction.

En vertu du principe de la légalité des incriminations, résultant notamment de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution, les faits érigés en infraction doivent être définies en des termes suffisamment clairs, précis et prévisibles pour permettre aux justiciables de savoir à l'avance quels actes ou omissions engagent leur responsabilité pénale.

Or, les dispositions du projet selon lesquels les « détecteurs sont appropriés aux risques présents »⁶ manquent du minimum de précision que requiert un texte dont la violation est constitutive d'une infraction pénale.

5. L'arrêté en projet rend obligatoires des normes NBN déterminées.

Comme le rappelle l'article VIII.1^{er} du Code de droit économique,

« Les normes constituent l'énoncé du savoir-faire applicable à un produit, un procédé ou un service donné au moment de leur adoption.

⁶ À savoir les articles 21, 25, 43, 47, 48, 68 et 72 du projet.

Le respect des normes s'effectue sur une base volontaire, à moins que leur respect soit imposé par une disposition légale, réglementaire ou contractuelle ».

Certes, selon l'article VIII.2 du Code de droit économique,

« L'État et toutes les personnes de droit public peuvent renvoyer aux normes publiées par le Bureau de Normalisation par simple référence à l'indicatif de ces normes ».

Néanmoins, il est ainsi fait référence à des normes qui n'ont pas été publiées conformément à l'article 190 de la Constitution. L'auteur du projet doit donc veiller à ce que celles-ci soient aisément accessibles et identifiables.

6. Certaines dispositions du projet font référence à la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 'concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs'⁷.

Cette dernière a été abrogée par l'article 47, alinéa 1^{er}, de la directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 'relative à l'harmonisation des législations des États membres, concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs', avec effet au 20 avril 2016.

En tout état de cause, il n'y a pas lieu de se référer directement à une directive, citée comme telle, dans un texte de portée normative appelé à s'appliquer aux particuliers. Il convient plutôt de faire référence aux dispositions de droit interne prises en vue de transposer celle-ci⁸.

7. Le projet introduit plusieurs dispositions à caractère dérogatoire.

L'auteur du projet doit être en mesure de les justifier au regard des principes d'égalité et de non-discrimination.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1979, remplacé par la loi du 22 décembre 2003.

Il convient dès lors d'adapter l'alinéa 1^{er} du préambule.

⁷ Il s'agit des articles 29, 30, 54, 55, 78 et 79 du projet.

⁸ La directive 2014/33/UE a été transposée par l'arrêté royal du 12 avril 2016 'relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs'.

2. À l'alinéa 3, il y a lieu de rectifier la date mentionnée du second avis du Conseil supérieur de la Sécurité contre l'incendie et l'explosion, à savoir non pas le 22 janvier 2015 mais le 22 janvier 2014.

Les avis seront par ailleurs mentionnés dans leur ordre chronologique.

3. L'alinéa 7 du préambule doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 60.220/2 du Conseil d'État, donné le 3 novembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

4. Dans la version française de l'alinéa final consacré à la mention du ministre proposant, les mots « de la Ministre » seront remplacés par les mots « du Ministre ».

DISPOSITIF

Articles 1^{er} et 2

Les articles 2, §§ 1^{er} et 2, et 3 de la loi du 30 juillet 1979, remplacés par les lois du 22 mai 1990 et du 22 décembre 2003, prévoient, d'une part, que l'auteur du projet détermine les « normes de prévention de base » et les « normes de prévention spécifiques » et, d'autre part, que des dérogations peuvent être accordées aux « normes de prévention de base ».

Il n'y a dès lors pas lieu de remplacer les mots « normes de base » par les mots « dispositions générales » dans l'intitulé et à l'article 1^{er} de l'arrêté modifié.

Article 3

L'alinéa nouveau inséré au 2^o devrait préciser à quelles dates se rapportent les mots qui figurent à la fin de la disposition (« pour lequel la demande de construction a été introduite plus tard »).

Article 10

Il convient d'écrire :

« Dans le point 1.6.2, alinéa 2, de la même annexe, les mots 'annexes 2, 3 et 4' sont remplacés par les mots les 'annexes 2, 2/1, 3, 3/1, 4 et 4/1,' ».

Article 21

Il convient d'écrire :

« Dans le point 2.1, alinéa 5, de la même annexe [la suite comme au projet] ».

Articles 24 et 93⁹

Il convient d'omettre les mots entre parenthèses, qui trouveront mieux leur place dans le rapport au Roi. En effet, le dispositif doit garder un caractère exclusivement normatif¹⁰.

Article 32

Au 2°, il convient d'écrire :

« 2° l'alinéa 3 est remplacé par le texte suivant : [la suite comme au projet] ».

La phrase remplacée constitue en effet l'unique phrase de l'alinéa 3.

Une observation analogue vaut pour l'article 57, 2°.

Articles 33, 35, 58, 60, 83 et 85

Les deux versions linguistiques des articles 33, 35, 58, 60, 83 et 85 doivent mentionner les modifications apportées aux dispositions concernées, même si elles ne portent que sur une des versions linguistiques de ces dernières, auquel cas il sera précisé quelle est la version faisant l'objet de la modification en projet.

Ceci étant, selon l'état des textes tels que publiés au *Moniteur belge*, il y a lieu d'observer que les mots « de même » ne figurent pas dans la version française du dispositif faisant l'objet des articles 35, 2°, 60, 2°, et 85, 2°.

⁹ Il s'agit du deuxième article 93.

¹⁰ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 86.

Articles 43 et 68

Dans la phrase introductive, le mot « (exceptions) » n'a pas lieu d'être et sera omis.

Article 70

Les mots « EI 120 » figurent deux fois dans le point 3.5.1.1, alinéa 2, de l'annexe 4/1 de l'arrêté modifié.

À l'article 70, 3°, du projet, il convient donc de préciser que les mots « EI 120 » sont chaque fois remplacés par « EI 60 ».

Article 89

La modification ne concerne que l'alinéa 4 de la disposition du point 6.9.4.1. La disposition sera corrigée en conséquence.

Chapitre 12 (à insérer)

Avant l'article 94, il y a lieu d'insérer un chapitre 12 intitulé « Dispositions finales ».

Article 94

Il y a lieu d'écrire « Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2016 ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe een aantal wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 7 juli 1994 ‘tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen’.

Krachtens artikel 2, § 1, van de wet van 30 juli 1979 ‘betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen’, vervangen bij de wet van 22 december 2003, is de Koning gemachtigd om, met het oog op de preventie van branden en ontploffingen,¹ de basispreventienormen te bepalen die één of meer categorieën van constructies gemeen hebben, ongeacht hun bestemming.

¹ Artikel 1 van de voornoemde wet van 30 juli 1979 luidt als volgt:

“De brandpreventie omvat al de veiligheidsmaatregelen die tot doel hebben, enerzijds, het ontstaan van een brand te voorkomen, elk begin van brand op te sporen en de uitbreiding ervan te verhinderen, anderzijds, de hulpdiensten te alarmeren en zowel de redding van de personen als de bescherming van de goederen in geval van brand te vergemakkelijken.

De preventie van ontploffingen omvat de gezamenlijke veiligheidsmaatregelen ter voorkoming van omstandigheden die ontploffingen kunnen veroorzaken en ter beperking daarvan indien ze toch zouden ontstaan.”

In de memorie van toelichting wordt daarover het volgende gesteld:

“Artikel 1 omschrijft het begrip brandvoorkoming. Het is van wezenlijk belang dat die omschrijving zo ruim mogelijk is ten einde de verordenende bevoegdheid van de Koning, bepaald [in de artikelen 2 en 3], niet te beperken. Dat is de reden waarom de omschrijving twee fases omvat. De eerste betreft het statisch aspect van de brandvoorkoming: het gaat hier om de veiligheidsmaatregelen bestemd om het ontstaan van een brand te voorkomen, deze onmiddellijk te detecteren met behulp van passende middelen en elke schadelijke uitbreiding ervan te beletten. De actieve interventie van de mens wordt in dat stadium slechts uitzonderlijk vereist. De tweede betreft het dynamische aspect van de voorkoming in de hypothese dat de hierboven vermelde maatregelen een bepaalde uitbreiding van de brand niet hebben kunnen beletten: de op dat ogenblik te nemen maatregelen vergen een ingrijpende actie van de mens niet alleen om de hulpdiensten te alarmeren, doch ook om zowel de redding van personen, als de bescherming van goederen te vergemakkelijken” (*Parl.St. Kamer*, 1976-77, nr. 1054/1, 2-3).

De wet van 22 december 2003 heeft tevens voorzien in de mogelijkheid om afwijkingen op die basisnormen toe te staan indien de desbetreffende constructie door deze afwijkingen een veiligheidsniveau behoudt dat tenminste gelijk is aan deze vereist door deze normen.²

Het ontworpen besluit regelt een aangelegenheid die technisch zeer ingewikkeld is. In tegenstelling tot de recentste wijzigingen van het koninklijk besluit van 7 juli 1994³ gaat de huidige tekst niet vergezeld van een verslag aan de Koning en volgens de gemachtigde ambtenaar heeft de steller van het ontwerp niet de intentie om een verslag op te maken.

Teneinde de adressaten van de norm een duidelijker inzicht te kunnen verschaffen in de ontworpen wijzigingsbepalingen,⁴ zou het raadzaam zijn om bij de bekendmaking van het ontworpen besluit in het *Belgisch Staatsblad* bij het besluit een verslag aan de Koning te voegen.⁵

2. De steller van het ontwerp heeft de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig artikel 5 van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’.

De beschrijvende fiche van het impactanalyseformulier bevat de volgende passages:

“Korte beschrijving van het ontwerp van regelgeving met vermelding van de oorsprong (verdrag, richtlijn, samenwerkingsakkoord, actualiteit, ...), de beoogde doelen van uitvoering.

Het ontwerp van besluit bevat verschillende aanpassingen van de voorschriften voor de brandveiligheid van nieuwe op te richten gebouwen, onder andere is er een

² In de memorie van toelichting wordt het volgende gesteld:

“Het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen bepaalt de brandpreventie-eisen. Deze normen gelden voor alle gebouwen zodat in bepaalde gevallen de toepassing van deze normen in strijd [kan] zijn met het gewone gebruik van de gebouwen zodat alternatieve oplossingen die niet voldoen aan de bovenvermelde eisen, (...) [maar] die een zelfde veiligheidsniveau kunnen bieden [, aanvaard kunnen worden]. De mogelijkheid tot het aanvaarden van alternatieve oplossingen zal eveneens het gebruik van de recentste inzichten en ontwikkelingen van de techniek in het sterk evoluerend domein van de brandpreventie toelaten. In § 2 wordt voor deze gevallen de mogelijkheid voorzien om afwijkingen te verkrijgen op de basisnormen. Het is duidelijk dat deze afwijkingen niet strijdig mogen zijn met het doel van deze wet met name de veiligheid van de constructies. Het is daarom dat er wordt voorzien dat de draagwijdte van de afwijkingen in geen geval de veiligheid van de desbetreffende constructies mogen verminderen” (*Parl.St. Kamer* 2003-04, nr. 51-0473/001, 195-196).

³ Te weten:

- het koninklijk besluit van 13 juni 2007 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen’ (*Belgisch Staatsblad*, 18 juli 2007, 38756 tot 38758);
- het koninklijk besluit van 1 maart 2009 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen’ (*Belgisch Staatsblad*, 15 juli 2009, 49369 tot 49388);
- het koninklijk besluit van 12 juli 2012 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen’ (*Belgisch Staatsblad*, 21 september 2012, 58470 tot 58742).

⁴ Een zodanig verslag had ook de werkzaamheden van de afdeling Wetgeving van de Raad van State vergemakkelijkt op het stuk van de correcte inschatting van de wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 7 juli 1994.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.14.

uitgebreide aanpassing van de voorschriften voor de brandveiligheid van liften die in de gebouwen worden geïnstalleerd.

Het besluit strekt tot aanpassing van de voorschriften in het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. Deze voorschriften regelen de brandveiligheid van nieuw op te richten gebouwen en de uitbreidingen van de bestaande gebouwen.

Art 3 omschrijft het principe dat een gebouw ook mag voldoen aan de soepelere (of strengere) voorschriften van een recentere regelgeving. Het toepassingsgebied van de bijlagen is verbonden aan de datum van de aanvraag voor de bouw van een gebouw. Hierdoor is het mogelijk dat bepaalde uitzonderingen of aanpassingen die in een recentere regelgeving toegelaten zijn, niet mogen toegepast worden op de gebouwen die al opgericht waren of waarvan de aanvraag voor de bouw al aangevraagd werd. Dit voorschrift laat toe om ook deze uitzonderingen of aanpassingen (...) toe te passen voor deze laatste gebouwen.

Art 5 laat toe dat bouwproducten waarvoor een geharmoniseerde norm bestaat, nog tot het einde van de co-existentperiode gebruik kunnen maken van de overgangsbepalingen die toelaten om de oude Belgische klassen te gebruiken in plaats van de nieuwe Europese klassen. Art 13 past de huidige regelgeving aan in functie van de Bouwproductenverordening 305/2011.

Art 8, 11, 12, 14 tot 17 voeren nieuwe definities in of passen bestaande definities aan om deze in overstemming te brengen met de regelgeving inzake brandveiligheid op de arbeidsplaatsen.

Art 18, 20, 40, 42, 65, 67, 91 en 92 passen het toepassingsdomein van de verschillende bijlagen aan zodat enerzijds niet-industriële en industriële activiteiten makkelijker in één gebouw kunnen samen voorkomen en anderzijds een versoepeling invoert voor hoge gebouwen met duplexappartementen op de bovenste bouwlagen.

Art 29, 30, 54, 55, 78 en 79 voeren diverse voorschriften in voor de brandveiligheid van elektrische en hydraulische liften. Ook de voorschriften voor liften voor personen met beperkte mobiliteit en de prioritaire liften voor de hulpdiensten worden (...) beter afgestemd met de Europese normalisatie terzake.

De overige artikelen bevatten diverse aanpassingen en wijzigingen die de bestaande voorschriften inzake de brandveiligheid van de nieuwe op te richten gebouwen verbeteren en verduidelijken, maar ook bijkomende mogelijkheden bieden met gelijkwaardige oplossingen die voorheen niet toegestaan waren in deze gebouwen.

De aangepaste overgangsbepaling brengt de verplichtingen van de producenten van geharmoniseerde bouwproducten beter in lijn met de Europese bepalingen terzake.

Enkele definities worden beter afgestemd op deze die gehanteerd worden in het kader van de brandpreventie op de arbeidsplaatsen.

Het toepassingsgebied van de verschillende bijlagen wordt aangepast om beter aan te sluiten met gelijkwaardige oplossingen.

De voorschriften voor liften worden aangepast aan de stand van de techniek en de gewijzigde normalisatie terzake.”

Het deel van hetzelfde document dat uitleg verschaft over de impact van het ontwerp, die positief wordt bevonden, bevat de volgende passages:

“(…)

7. Economische ontwikkeling (…)

Sinds de wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 in 2012 worden de brandweerstand en de reactie bij brand van bouwproducten op basis van Europese normen, en niet meer op basis van Belgische normen, bepaald en geklasseerd. Hierdoor werd het vrij verkeer van de bouwproducten bevorderd.

Om de producenten echter in staat te stellen om zich aan deze nieuwe Europese normen aan te passen werd tot 1 december 2016 een overgangsperiode voorzien.

Dit ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 voegt een uitzondering toe voor elk bouwproduct waarvoor de overgangsperiode voor CE-markering vóór 1 december 2016 begonnen is. Op dat moment zal de overgangsperiode voor dat product op de door de Europese Commissie vastgelegde duur afgestemd worden.

Deze bepaling heeft tot doel ervoor te zorgen dat voor bepaalde bouwproducten de Belgische en Europese overgangsperiode gelijk lopen.

Ook worden verschillende bestaande voorschriften aangepast aan de evolutie van de techniek, dit is onder meer het geval voor de liften. Dit belet dat deze technologische ontwikkeling verhinderd [wordt].

8. Investerings (…)

De verschillende voorschriften worden aangepast om rekening te houden met knelpunten die momenteel bestaan. Zo wordt het eenvoudiger en goedkoper om kantoren te integreren in een industriegebouw doordat de verplichte compartimentering wegvalt voor kantoorgedeeltes tot 500 m².

(…)

12. Energie (…)

In gebouwen met een hoge energieprestatie is de aanwezigheid van een permanente natuurlijke ventilatie in de installatiekanalen en de liftkokers onverenigbaar met de vereisten inzake de luchtdichtheid van de gebouwen.

Dit ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 voegt de mogelijkheid toe om deze ventilatieopeningen te voorzien van gemotoriseerde ventilatiekleppen.

(…)

20. Overheid (…)

Voor het gebruik van alternatieve maatregelen voor het koninklijk besluit van 7 juli 1994 door de eigenaar is een afwijkingaanvraag vereist. Deze procedure heeft tot doel te verzekeren dat het veiligheidsniveau van de voorgestelde maatregelen gelijkwaardig is aan het veiligheidsniveau van het koninklijk besluit van 7 juli 1994. Deze procedure is echter tijdrovend, zowel voor de aanvrager als voor de ambtenaren.

Het huidig ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 bevat diverse aanpassingen en wijzigingen die de bestaande voorschriften inzake de brandveiligheid van de nieuwe op te richten gebouwen verbeteren en verduidelijken, maar ook bijkomende mogelijkheden bieden, met gelijkaardige oplossingen die voorheen niet toegestaan waren in deze gebouwen. De voorschriften voor liften worden aangepast aan de stand van de techniek en de gewijzigde normalisatie terzake.

Zo zullen een hele reeks afwijkingen die in de loop der tijd nagenoeg automatisch verleend werden, niet meer noodzakelijk zijn, wat de druk op ons personeel zal verminderen.

(...).”

Al deze toelichtingen zouden in het verslag aan de Koning moeten staan.

3. Fundamenteler is dat in het verslag aan de Koning inzonderheid toegelicht moet worden hoe de verschillende regels toegepast moeten worden op de bedoelde situaties naargelang de betrokken gebouwen als “nieuw op te richten gebouwen” of als “uitbreidingen van de bestaande gebouwen” worden gekwalificeerd, mede rekening houdend met het criterium van de periode waarin de bouwaanvraag ingediend is, te weten (1) tot 31 december 1997, (2) na die datum en vóór 1 december 2012, (3) tussen 1 december 2012 en 30 november 2016 of (4) vanaf 1 december 2016. Bovendien moet rekening worden gehouden met de datum van 15 augustus 2009 die vermeld is in het ontworpen punt 1.2.1 van bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 (artikel 92 van het ontwerp).

In die toelichting moet er rekening mee worden gehouden dat er samenhang moet zijn tussen artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 en elk van de bepalingen van de bijlagen bij dat koninklijk besluit die er het toepassingsgebied *ratione materiae* en *ratione temporis* van bepaalt, en dat die samenhang toegelicht moet worden.

Wat dat betreft moet in het verslag aan de Koning worden uiteengezet in welk opzicht de nieuwe ontworpen normen aanvaardbare afwijkingen zijn op het algemene rechtsbeginsel krachtens hetwelk normatieve teksten geen terugwerkende kracht hebben. Ze zouden niet aanvaardbaar zijn indien die ontworpen normen strikter zouden blijken te zijn voor de bestaande gebouwen dan de normen die uit de huidige regels voortvloeien.

Het gaat hier om een cruciale kwestie, aangezien het niet-naleven van de voorschriften vastgesteld bij het ontworpen dispositief, krachtens artikel 10 van de wet van 30 juli 1979 een strafbaar feit oplevert.

Onder dat voorbehoud zou het ontwerp, indien eruit zou voortvloeien dat striktere vereisten van toepassing zouden zijn op bestaande situaties, aangevuld moeten worden met een overgangsbepaling die de belanghebbenden de nodige tijd geeft om te voldoen aan die nieuwe vereisten.

4. Zoals hiervoor uiteengezet is, volgt uit artikel 10 van de wet van 30 juli 1979 dat het niet-naleven van de voorschriften vastgesteld bij het ontworpen besluit een strafbaar feit oplevert.

Krachtens het beginsel van de wettelijkheid van de strafbaarstellingen, een beginsel dat inzonderheid voortvloeit uit artikel 7 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, moeten feiten waarop een straf wordt gesteld in voldoende duidelijke, nauwkeurige en rechtszekerheid biedende bewoordingen worden

omschreven, zodat de rechtzoekende vooraf kan weten voor welke handelingen of voor welk verzuim hij strafrechtelijk verantwoordelijk kan worden gesteld.

De bepalingen van het ontwerp volgens welke de “detectoren aangepast zijn aan de aanwezige risico's”,⁶ bieden echter niet het minimum aan nauwkeurigheid vereist voor een tekst die, wanneer hij geschonden wordt, een strafbaar feit oplevert.

5. Het ontworpen besluit maakt welbepaalde NBN-normen bindend.

Artikel VIII.1 van het Wetboek van economisch recht brengt het volgende in herinnering:

“Normen geven de regels van goed vakmanschap weer die, op het ogenblik dat ze worden aangenomen, gelden voor een bepaald product, een bepaald procedé of een bepaalde dienst.

De naleving van de normen gebeurt op vrijwillige basis, tenzij de naleving ervan is opgelegd door een wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling.”

Overeenkomstig artikel VIII.2 van het Wetboek van economisch recht is het weliswaar zo dat:

“[de] Staat en alle andere publiekrechtelijke personen kunnen refereren aan de door het Bureau voor Normalisatie gepubliceerde normen door een eenvoudige verwijzing naar de referte van deze normen.”

Er wordt hier niettemin verwezen naar normen die niet overeenkomstig artikel 190 van de Grondwet zijn bekendgemaakt. De steller van het ontwerp moet er bijgevolg op toezien dat die normen gemakkelijk toegankelijk zijn en dat gemakkelijk kan worden achterhaald om welke normen het juist gaat.

6. Enkele bepalingen van het ontwerp verwijzen naar richtlijn 95/16/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 1995 ‘inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende liften’.⁷

Die richtlijn is opgeheven bij artikel 47, lid 1, van richtlijn 2014/33/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 ‘betreffende de harmonisatie van de wetgevingen van de lidstaten inzake liften en veiligheidscomponenten voor liften’, met ingang van 20 april 2016.

In een regelgevende tekst die van toepassing zal zijn op particulieren, behoort hoe dan ook niet rechtstreeks naar een richtlijn te worden verwezen, waarbij deze als zodanig wordt genoemd. Er moet veeleer naar de bepalingen van intern recht worden verwezen waarbij die richtlijn wordt omgezet.⁸

⁶ Te weten de artikelen 21, 25, 43, 47, 48, 68 en 72 van het ontwerp.

⁷ Het betreft de artikelen 29, 30, 54, 55, 78 en 79 van het ontwerp.

⁸ Richtlijn 2014/33/EU is omgezet bij het koninklijk besluit van 12 april 2016 ‘betreffende het op de markt brengen van liften en veiligheidscomponenten voor liften’.

7. Bij het ontwerp worden verschillende bepalingen ingevoerd die voorzien in een afwijkende regeling.

De steller van het ontwerp moet deze bepalingen kunnen rechtvaardigen ten aanzien van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het ontwerpbesluit vindt zijn rechtsgrond in artikel 2, § 1, van de wet van 30 juli 1979, dat vervangen is bij de wet van 22 december 2003.

Het eerste lid van de aanhef moet derhalve aangepast worden.

2. In het derde lid behoort de datum van het tweede advies van de Hoge Raad voor beveiliging tegen brand en ontploffing, namelijk 22 januari 2015, vervangen te worden door 22 januari 2014.

De adviezen behoren overigens in chronologische volgorde te worden vermeld.

3. Het zevende lid van de aanhef moet worden geredigeerd als volgt:

“Gelet op advies 60.220/2 van de Raad van State, gegeven op 3 november 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

4. In de Franse tekst van het laatste lid, waarin de voordragende minister wordt vermeld, dienen de woorden “de la Ministre” vervangen te worden door de woorden “du Ministre”.

DISPOSITIEF

Artikelen 1 en 2

In de artikelen 2, §§ 1 en 2, en 3 van de wet van 30 juli 1979, die vervangen zijn bij de wetten van 22 mei 1990 en 22 december 2003, wordt enerzijds bepaald dat de steller van het ontwerp “de basispreventienormen” en “de specifieke preventienormen” vaststelt, en anderzijds dat er afwijkingen kunnen worden toegestaan op “de basispreventienormen”.

Er is dan ook geen reden om in het opschrift en in artikel 1 van het besluit dat gewijzigd wordt het woord “basisnormen” te vervangen door de woorden “algemene bepalingen”.

Artikel 3

In het nieuwe lid dat bij punt 2° ingevoegd wordt, behoort gepreciseerd te worden naar welke data de woorden aan het einde van de bepaling verwijzen (“waarvoor de aanvraag voor de bouw later werd ingediend”).

Artikel 10

Men schrijve:

“In punt 1.6.2., tweede lid, van dezelfde bijlage behoren de woorden ‘bijlagen 2, 3 en 4’ vervangen te worden door de woorden ‘bijlagen 2, 2/1, 3, 3/1, 4 en 4/1.’”.

Artikel 21

Men schrijve:

“In punt 2.1, vijfde lid, van dezelfde bijlage (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikelen 24 en 93⁹

De woorden tussen haakjes behoren te vervallen. Deze horen veeleer thuis in het verslag aan de Koning. Het dispositief moet immers louter normatief blijven.¹⁰

Artikel 32

In de bepaling onder 2° dient het volgende geschreven te worden:

“2° het derde lid wordt vervangen als volgt: (voorts zoals in het ontwerp)”.

De zin die vervangen wordt, vormt immers de enige zin van het derde lid.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 57, 2°.

Artikelen 33, 35, 58, 60, 83 en 85

De wijzigingen die bij de artikelen 33, 35, 58, 60, 83 en 85 worden aangebracht in een aantal bepalingen, moeten in de twee taalversies van die artikelen worden vermeld, zelfs al hebben die wijzigingen enkel betrekking op een van de taalversies van die bepalingen, in welk geval gepreciseerd dient te worden in welke taalversie de wijziging wordt aangebracht.

⁹ Het betreft het tweede artikel 93.

¹⁰ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 86.

Los daarvan behoort bij de stand van de teksten zoals deze bekendgemaakt zijn in het *Belgisch Staatsblad*, te worden opgemerkt dat de woorden “de même” niet voorkomen in de Franse tekst van het dispositief waarop de artikelen 35, 2°, 60, 2°, en 85, 2°, betrekking hebben.

Artikelen 43 en 68

In de inleidende zin heeft het woord “(uitzonderingen)” geen zin en behoort dit te worden weggelaten.

Artikel 70

De woorden “EI 120” komen twee keer voor in punt 3.5.1.1., tweede lid, van bijlage 4/1, van het besluit dat gewijzigd wordt.

In artikel 70, 3°, van het ontwerp behoort derhalve te worden gepreciseerd dat de woorden “EI 120” telkens vervangen worden door de woorden “EI 60”.

Artikel 89

De wijziging heeft enkel betrekking op het vierde lid van de bepaling onder punt 6.9.4.1. De bepaling behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Hoofdstuk 12 (in te voegen)

Vóór artikel 94 behoort een hoofdstuk 12 te worden ingevoegd met als opschrift “Slotbepalingen”.

Artikel 94

Men schrijve “Dit besluit treedt in werking op 1 december 2016”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre VANDERNOOT